



Usagers et travailleurs des services sociaux en Wallonie : constats et propositions adressés au futur Gouvernement wallon

—Constats et propositions visant les usagers—

- Nous constatons tous les jours que les **salaires minimaux** sont trop bas et que les **minima sociaux** ne préservent que le minimum.
- Nous constatons aussi le nombre de plus en plus inquiétant de personnes, voire de populations, qui **échappent désormais aux mailles du filet social**.
- Nous constatons enfin que le nombre de décisions politiques à cet égard évolue sans cesse sans que les **moyens financiers** ad hoc leur soient pour autant affectés.

Nous souhaitons dès lors formuler quelques propositions concrètes qui nous paraissent prioritaires.

Lutte contre les précarités

La question de l'augmentation des **bas salaires** et des **minima sociaux** est évidemment essentielle. Notamment parce qu'elle est pour une grande part responsable de la spirale des précarités et qu'elle est intimement liée aux problématiques du **surendettement**. Un surendettement qui, dans la plupart des cas, s'est créé pour répondre à des **besoins de base**, tels le logement, l'énergie, l'alimentation ou la santé, sans parler de la scolarité des enfants.

Même si la Région wallonne n'est pas compétente en ce domaine, il nous paraît néanmoins que des revendications régionales pourraient puissamment aider à amener le dossier de réévaluation des salaires et minima sur la table du futur gouvernement fédéral.

- Pour ce qui est de la question du **logement**, deux axes s'imposent. D'une part, pour les logements sociaux, il est urgent **d'augmenter** le parc à la fois en **quantité** et en **qualité** (la gestion des infrastructures étant devenue structurellement déficiente). D'autre part, en ce qui concerne le logement privé, une politique concertée de **régulation des loyers** s'impose. Une attention particulière doit être portée aux personnes en **grande précarité**, en exclusion, en errance totale. Les Relais Sociaux y sont attentifs. Cependant, les services **d'accueil de jour** ne bénéficient d'aucune reconnaissance décrétole, les abris de nuit et maisons d'accueil sont sous-financés. Les projets **d'accompagnement au relogement** et surtout d'accompagnement à **l'insertion dans ce logement** méritent également que plus de moyens soient dégagés pour les soutenir (projet pilote « Housing First » à pérenniser, accès au marché du logement tant public que privé à ouvrir et à faciliter).
- Compte tenu de l'importance accrue de la **problématique énergétique** sur le plan social et environnemental, il est important d'investir des moyens humains et financiers pour **informer** mais aussi **accompagner** tous les usagers, surtout les plus précaires.



FdSS Accès aux droits

- La mise en place d'un processus **d'automatisme des droits** des personnes —notamment pour ce qui est de la Grapa et du statut Omnio, qui sont le plus souvent mal ou peu connus des usagers potentiels — nous paraît essentielle. En augmentant le revenu de base, elle aurait un impact certain sur le surendettement des personnes. Voir à ce sujet : <http://pro.guidesocial.be/actualites/ils-ont-droit-a-des-aides-sociales-mais-n-en-beneficient-pas.html>
- La **fracture numérique** touche aussi de plein fouet les usagers les plus faibles. Elle n'éloigne pas seulement des populations entières du bénéfice des « services en ligne », elle contribue aussi à la perte du lien personnel et direct avec une administration trop souvent retranchée derrière des écrans. C'est pourquoi il est important de penser à **rapprocher les administrations des citoyens** en favorisant la mise en place de mesures privilégiant le contact humain.

Problématiques dites « d'intégration »

Cet enjeu comprend évidemment la problématique de l'accueil de populations migrantes mais ne s'y limite pas. Nous nous confrontons aussi chaque jour à l'intégration dans les circuits du travail, par exemple.

- Il nous apparaît que c'est la **politique globale de formation et d'emploi** qui doit être revue fondamentalement. Car il ne suffit ni d'entreprendre une formation ni même de trouver un emploi (à temps partiel, à durée déterminée, flexible, sous-payé...) pour échapper à la précarité. ***Nous nous portons d'ores et déjà partenaires d'un groupe de travail régional qui s'emparerait de ce sujet.***
- Pour ce qui est des primo-arrivants, l'affectation **de moyens réels** aux « parcours d'intégration » nous semble essentielle. A ce jour, **ces moyens ne répondent pas aux objectifs visés**. D'un autre côté, il est aussi urgent de porter une attention particulière aux « invisibles » que sont désormais devenus les Roms et les sans-papiers. Ces « invisibles » que nous rencontrons quotidiennement dans nos permanences et dans les distributions d'aide alimentaire.



—Constats et propositions concernant le secteur—

- Le secteur associatif, avec sa diversité et son autonomie, se voit confier par le secteur public des missions de plus en plus nombreuses, il est véritablement un **acteur à part entière**, incontournable, de la mise en œuvre des politiques publiques.
- Afin de répondre au mieux à ces obligations et missions, nous demandons :
 1. Le **subventionnement à 100%** des **frais de rémunération** de nos travailleurs sociaux
 2. La reconnaissance et le financement du poste de **coordinateur**
 3. La reconnaissance et le financement de **l'ancienneté réelle** des travailleurs
 4. La revalorisation des **frais de fonctionnement**, tenant compte de l'évolution des tâches accomplies par les centres et des moyens – notamment informatiques - à mettre en place
 5. Le financement de la **formation continuée** des travailleurs sociaux (partiellement prévu dans le cadre des Accords du Non Marchand)
 6. **L'indexation** des sommes allouées aux Relais Sociaux et donc aux associations.
 7. Une aide aux associations offrant une **aide alimentaire**, pour qu'elles puissent se mettre en conformité avec les règles de **l'AFSCA**.